



François-Xavier Huguenot
Conseiller Général Épinal Est
Candidat à la députation
4 chemin des gardes - 88000 Épinal
Site Web : <http://fxh2012.fr>



Madame, Monsieur,

Nous voici face à l'essentiel vous Chefs d'entreprises et moi, Candidat député.

De quoi s'agit-il ? Quel est cet essentiel ?

Pour moi, c'est clair : relancer la production, la croissance et l'emploi.

Depuis des années, chômage et désindustrialisation persistent sur fond de dettes et de déficits. A ce constat s'ajoute le fossé grandissant entre citoyens et entreprises.

Ma priorité est donc de faire disparaître cette méfiance qui est mortifère pour notre avenir commun. C'est la raison de mon engagement dans la 1ère circonscription des Vosges.

En tant que candidat à la députation, je soutiens l'action portée par le Président de la République, François Hollande.

Ma conviction est que l'entreprise moderne doit tout mettre en œuvre pour résoudre la contradiction actuelle entre logique actionnariale et intérêt national. C'est cette contradiction qui est en grande partie responsable de la désindustrialisation française.

Je récusé, comme beaucoup de Chefs d'entreprises la primauté actionnariale : le règne du court terme, la non prise en compte de l'intérêt national, le soutien aux activités financières spéculatives, l'absence de participation de salariés à la stratégie des entreprises. Je tiens d'ailleurs à reprendre les propos de Jean-Louis Beffa, Président d'honneur de Saint-Gobain, qui lors des troisièmes entretiens de la Fabrique de l'industrie, qui se sont tenus le 19 mars dernier au collège des Bernardins, a indiqué que « les grands groupes français ne servent plus la nation française. Ils n'exportent pas. Il faut, via la fiscalité, remettre les grands groupes au service de l'État ; il faut renouer le dialogue pour qu'ils prennent des risques sur des métiers nouveaux et redeviennent exportateurs ». Pour Monsieur Beffa, et de plus en plus de Chefs d'entreprises responsables, il est possible d'y arriver en appliquant une politique industrielle adéquate, en misant sur l'innovation et en associant les syndicats comme cela se pratique en Allemagne, où la présence des salariés aux conseils d'administration des grands groupes est la règle. Oui, les salariés aussi sont légitimes pour participer efficacement à la stratégie des entreprises.

Par ailleurs, le soutien aux grands groupes sera forcément bénéfique à nos PME. Trop souvent on cherche à opposer grandes entreprises et PME, c'est là une grave erreur. Ainsi, toujours au cours des troisièmes entretiens de la Fabrique de l'industrie, Monsieur Jean Noël de Galzain, vice-président du pôle de compétitivité Systematic et patron de Wallix, a indiqué que « les PME sont unanimes à vouloir travailler davantage avec les grandes entreprises ». En effet, lorsqu'une PME a pour client une grande entreprise, cela l'aide pour ses demandes de financement et cela lui ouvre les portes de l'export.

Vous l'aurez compris, l'urgence de la situation impose des choix clairs qui permettent aux entreprises de développer des stratégies de croissance assurant la compétitivité de la France,

associant PME et grandes entreprises, et plaçant les salariés au cœur du dispositif, non comme contre-pouvoirs mais comme partenaires en responsabilité.

J'agirai à l'Assemblée Nationale pour que nos législations, fiscales, financières, sociales et liées à la formation aillent dans ce que je viens de poser comme exigences.

Je ferai de la croissance de notre économie ma priorité. Car de cette croissance dépend tout le reste.

Dans la 1ère circonscription des Vosges, je serai un élu attentif, disponible et engagé auprès de chacune des entreprises : des plus importantes (grands groupes, PME-PMI) aux plus modestes (TPE, artisans, commerçants). Les Vosges sont une terre de tradition industrielle et disposent d'une main d'œuvre d'une grande compétence. Dans la zone d'emploi d'Epinal (qui englobe, entre autre, la 1ère circonscription des Vosges) l'industrie, avec plus de 1 300 établissements et environ 12 700 salariés regroupe 46% des emplois salariés, devant le commerce et les services (27% chacun). Les filières du bois (et notamment l'industrie du papier/carton), de la transformation des métaux, de la construction, de la fabrication de machines et équipements, de l'alimentaire, du textile, du caoutchouc et du plastique, de l'automobile sont les piliers de la zone d'emploi dont dépend la 1ère circonscription des Vosges. Industrie, Commerce, Service, Tourisme doivent se développer harmonieusement et non pas au détriment l'un de l'autre.

Je proposerai aux branches professionnelles, aux organisations patronales, au Conseil Général, à la Chambre de Commerce et d'Industrie, à la Chambre de Métiers et de l'Artisanat, à la Chambre d'Agriculture, aux pôles de Compétitivité, aux Universités et établissements assimilés, aux pépinières d'entreprises, aux financeurs de constituer un groupe de travail permanent qui sera en lien étroit avec la Région afin d'œuvrer de concert pour le développement économique de nos territoires.

J'aurai les mêmes contacts avec les représentants des salariés. Les élus locaux seront bien évidemment associés au regard des intérêts qu'ils ont à défendre au service de leurs citoyens.

Par notre engagement collectif et partagé, nous serons au plus près des réalités pour traiter les sujets qui sont les vôtres au quotidien.

Je serai un député actif et pragmatique.

A l'Assemblée Nationale, je veillerai à ce que les engagements pris soient tenus :

- Faire de la compétitivité industrielle une priorité,
- Faciliter l'essor des PME,
- Orienter les financements, les aides publiques, les allègements fiscaux vers les entreprises qui investiront sur notre territoire,
- Distinguer les bénéfiques réinvestis et les bénéfiques distribués aux actionnaires,
- Veiller à la mise en place de taux d'imposition différenciés selon la taille des entreprises : 35% pour les grandes, 30% pour les moyennes, 15% pour les petites,
- Veiller à ce que la commande publique vous soit ouverte en toute transparence,
- Séparer les activités des banques favorables à l'investissement de l'emploi.

A l'Assemblée nationale, j'agirai pour faire respecter l'engagement de François Hollande de redresser nos finances publiques.

Le déficit public sera ramené à 3% du PIB en 2013 et l'équilibre budgétaire sera obtenu en 2017.

Pour ce faire, je soutiendrai les mesures qui réduiront les cadeaux fiscaux et les multiples niches fiscales qui ont profité à une minorité de nos concitoyens.

30 milliards d'euros seront ainsi économisés chaque année.

Nous avons besoin d'une économie de production et non d'une économie de spéculation.

Le pilotage de l'économie par la finance a clairement montré ses limites et il est plus que temps de prendre les mesures qui s'imposent afin de restaurer la compétitivité de nos entreprises.

Au plan local, j'agirai pour que les collectivités territoriales, coordonnées par la Région Lorraine, investie de nouvelles responsabilités en matière de croissance, d'emploi et de formation, agissent de concert pour le développement et le soutien de nos entreprises.

Au plan de l'Union Européenne, au sein de la Délégation Européenne de l'Assemblée Nationale, je soutiendrai les propositions portant « pacte de croissance et de responsabilité » pour sortir de la crise et de la spirale d'austérité qui l'aggrave.

Je défendrai un budget européen au service des grands projets d'avenir et j'agirai pour faire obstacle à toute forme de concurrence déloyale.

L'urgence de la situation impose des choix clairs.

Je vous les propose.

L'argument que j'entends : « il faut des contre-pouvoirs à l'Assemblée Nationale pour faire échec à François Hollande » est totalement improductif. En effet, si l'on devait voir, à l'issue des scrutins des 10 et 17 juin prochains, une majorité à l'Assemblée Nationale hostile au Président de la République, ce serait néfaste pour la France.

Par ailleurs, je rappelle que depuis des années, chômage et désindustrialisation persistent sur fond de dettes et de déficits. Il faut donc une autre orientation économique.

C'est une question vitale pour la France, il faut agir immédiatement, et ne pas freiner les évolutions nécessaires.

Le fait que François Hollande puisse compter sur une Assemblée Nationale et sur les Régions qui lui sont proches est un avantage fonctionnel pour obtenir l'efficacité indispensable.

Je souhaitais vous faire part de ma priorité au service de notre territoire. Ce courrier le permet. En complément, je suis disponible pour échanger de vive voix sur tous les sujets qui vous occupent.

Par ce courrier, j'ai souhaité vous rendre hommage avec respect et reconnaissance et appeler votre regard sur la suite.

Une suite que je partagerai avec vous, si mes concitoyens me font confiance pour être leur Député.

Bien à vous

François - Xavier Huguenat